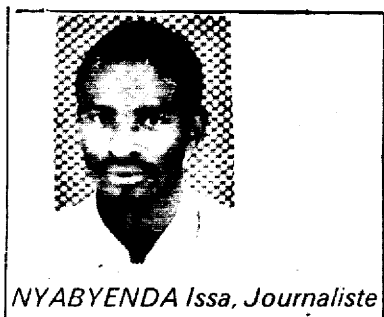


DISCOURS PRONONCE A L'OCCASION DE L'AGREMENT DU PARTI C.D.R.



NYABYENDA Issa, Journaliste

Excellences, Honorables invités,

Chers membres du C.D.R.

Il m'est particulièrement agréable de pouvoir m'adresser à cette auguste assemblée en ce jour mémorable où nous célébrons la reconnaissance officielle du Parti qui a pour noble tâche de défendre les intérêts de la majorité populaire.

Le Parti dont nous célébrons la reconnaissance aujourd'hui et que nous avons décidé d'appeler «Coalition pour la Défense de la République», C.D.R. en sigle, et en Kinyarwanda «Impuzamugambi Ziharanira Repubulika», est né d'un constat : dans le paysage politique actuel, aucun parti, aucune institution, aucune personne n'a pu défendre publiquement et avec constance les intérêts de la majorité. Pratiquement personne n'a daigné reconnaître publiquement que la démocratie repose en tout temps et en tout lieu sur la règle sacro-sainte de la majorité.

D'autre part, aucun parti politique n'a reconnu publiquement que la République est en danger alors que certains cherchent à réinstaurer la féodalité et la monarchie rejetées par le Référendum du 25 septembre 1961.

Au moment où ce noble principe de la démocratie est menacé dans son essence par ceux qui veulent, de l'extérieur, imposer au peuple rwandais leurs visions par la force et la violence avec le soutien ferme de quelques complices décidés, la majorité populaire se devait de prendre sa destinée en main. Cela est d'autant plus vrai que les partis en place y compris ceux qui se réclament de cette majorité se livrent à un combat de coqs par l'entremise de leurs leaders qui ne cherchent qu'à as-

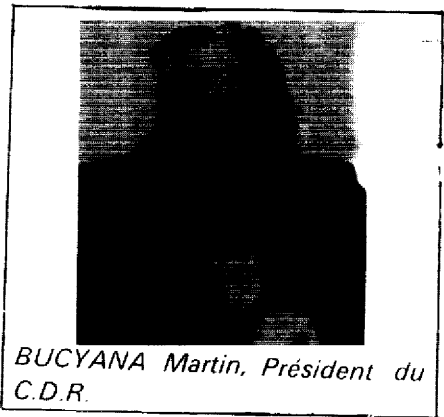
souvir leurs ambitions personnelles et égoïstes au lieu de se préoccuper de l'unité de la majorité populaire face à la menace venant des féodaux revanchards.

Le CDR est donc le produit du paysage politique qui s'est dessiné sur la scène rwandaise dans un climat de guerre dont les sinistres objectifs ne sont plus à démontrer. Si les autres partis semblent être le produit du multipartisme accepté par le régime en place bien avant la guerre d'octobre, le CDR est, quant à lui, la résultante de cette guerre ethniste menée contre la majorité populaire et de la défaillance des partis qui se réclament timidement de cette majorité tout en laissant agir ouvertement les ennemis de la démocratie et de la République.

Le CDR vient donc à point nommé pour empêcher que notre pays ne bascule sous le joug de la féodalité dont nos ancêtres, nos pères et nos grands pères et même certains parmi nous ont souffert atrocement et portent des stigmates ineffaçables. Bien sûr que nos vaillantes forces armées, alliées naturelles du CDR, ont réussi à écraser l'ennemi sur le terrain et à bouter les rescapés hors du territoire national. Elles sont parvenues à les contenir vaillamment et à porter à nu la complicité flagrante de l'UGANDA qui leur fournit hommes, armes, munitions, logistiques et sanctuaire. C'est l'occasion pour le CDR de leur adresser ses remerciements et encouragements et de se souvenir de ceux qui sont tombés sur le champ de bataille pour la défense de la démocratie et de la République. A cet égard, je vous prie d'observer une minute de silence en mémoire de nos héros.

Si sur le plan militaire la majorité populaire peut être fière de l'intrépidité et du patriotisme de ses filles et fils, sur la scène politique, par contre, la déception est grande. Que de silence ! Que de traîtres ! Que de complices avérés ou cachés !

Le CDR compte redresser la situation. Non pas par la violence, non



BUCYANA Martin, Président du C.D.R.

pas par les armes comme certains partis politiques le font, mais par la lutte idéologique fondée sur les principes reconnus de la démocratie.

Excellences, Honorables invités,

Chers membres du CDR,

Notre seule arme, c'est la démocratie. Une démocratie réelle et intégrale sans entraves ni interdits. Finie la politique de l'autruche et du mensonge, finie la politique de demi-vérité et de fuite de la réalité. Quelle est en fait cette réalité ? Pour le CDR, la réalité est simple : les féodaux revanchards veulent rétablir le régime féodal et monarchique par la force et violence pour nous frustrer des bienfaits de la Révolution Sociale de 1959. Les seigneurs féodaux et leurs descendants ainsi que tous leurs congénères et leurs alliés établis au RWANDA, au BURUNDI, AU Zaïre; en UGANDA, en TANZANIE et ailleurs, ne sont ligüés pour renverser les institutions issues de la révolution sociale de 1959 par la force et la violence.

Voilà, Mesdames et Messieurs, la réalité de la lutte que mènent les partisans du FPR, de l'UPR, du PL, du PSR et d'autres congénères Tutsi cachés dans les partis MRND, MDR et autres. Sous le couvert de la lutte pour la démocratie, les extrémistes Tutsi ont prêté serment de tout faire quelle que soit leur affiliation politique, pour rétablir le régime minoritaire. Ils croient qu'avec le soutien du Président MUSEVENI et sa puissante armée et grâce à la solidarité de tous les Tutsi de la région et de la diaspora, ils viendront à bout de la majorité populaire qu'ils ont réussi à diviser en

semant le venin du régionalisme et du «profitalisme».

Mais, voilà que le CDR vient bouleverser tous leurs desseins puisque son credo n'est rien d'autre que l'unité et la solidarité de la majorité populaire. Vous comprenez dès lors, chers membres du CDR, distingués invités, pourquoi le CDR sera bientôt ou est déjà la cible privilégiée des ennemis de cette majorité, principalement ceux qui se réclament du FPR, de l'UPR, du PL, du PSR et d'autres. Je suis persuadé qu'ils cherchent à convaincre les étrangers qui ignorent la subtilité de la réalité rwandaise, que le CDR est un parti sectaire, ethniste et violent. Qui est sectaire ? Est-ce celui qui veut protéger les intérêts de la majorité ou plutôt celui qui veut subjuguier cette majorité par la force et la violence ? Qui est ethniste ? Est-ce celui qui, depuis des siècles, a préconisé l'unité et la concorde nationale ou plutôt celui qui a écrasé la majorité populaire pendant des siècles et n'a pas digéré sa libération du joug féodal qu'il cherche depuis 1963 à rétablir par la force ?

Il n'est un secret pour personne que les Inyenzi des années 1960 étaient des Tutsi et que les Inyenzi-Inkotanyi d'aujourd'hui sont des Tutsi. Personne n'ignore que le FPR, le PL, l'UPR, le PSR véhiculent l'idéologie Tutsi et regroupent essentiellement les Tutsi. Les quelques rares Hutu qui se cachent dans leurs rangs ne sont que des valets ou des mercenaires attirés par l'appât du gain ou par des ambitions démesurées.

Les moyens de ces organisations et partis pour accéder au pouvoir sont connus. Ce sont les Kalashnikovs, les bombes, les Katiousha, les manifestations violentes, la pose des mines, les enlèvements et assassinats ainsi que toute autre manœuvre visant à provoquer une guerre civile. Le CDR est décidé à combattre ces violences, à protéger les masses populaires et à préserver les acquis de la révolution de 1959. Nous allons opposer à ces violences l'unité des BAHUTU décidés à défendre leurs intérêts. Nous allons im-

poser la démocratie dans toute sa splendeur.

A la violence et la destruction, nous allons opposer le verdict des urnes. A la Kalashnikov, nous allons substituer le bulletin de vote. Nous sommes convaincus que l'unité des BAHUTU fera barrage à ces violences et ramènera les ambitions démesurées de la minorité TUTSI à leur niveau acceptable. Le CDR préconise en fait la OEXISTENCE PACIFIQUE DES BAHUTU ET DES BATUTSI sans oublier l'autre composante du peuple rwandais, à savoir les BATWA. Il reconnaît la légitimité des ambitions des BATUTSI à accéder au pouvoir pour autant que cela se fasse dans le respect des règles démocratiques. C'est pourquoi, il ne s'oppose nullement à l'existence des partis à idéologie Tutsi tels que le PL, le PSR et d'autres. Mais dans le même temps, en toute justice, personne ne devrait blâmer les BAHUTU et les BATWA de se regrouper en un parti pour défendre leurs intérêts.

Le CDR ne va pas prêcher la discrimination basée sur l'ethnie ou autre. La seule réalité qui s'impose et que le CDR reconnaît, c'est l'existence de trois ethnies distinctes au Rwanda. Personne ne peut et ne doit ignorer cette réalité. L'autre réalité incontournable est que l'antagonisme HUTU-TUTSI n'a pas été inventé par le CDR. Elle fait partie de l'histoire de notre pays. Cet antagonisme séculaire entre les deux ethnies résulte de la lutte pour le pouvoir. En effet, l'histoire rwandaise, écrite par un dignitaire Tutsi, Monseigneur KAGAME Alexis, nous apprend que les seigneurs Tutsi ont conquis les pays des BAHUTU en tuant leurs rois, les BAHINZA. Les BATUTSI ont refusé l'offre d'unité offerte par les BAHUTU et ont plutôt profité de ce geste fraternel pour les écraser. En 1959, après plusieurs siècles de joug féodal Tutsi, les masses populaires se sont libérées et ont instauré la Démocratie et la République. Depuis lors, les Tutsi cherchent à reconquérir le pouvoir par tous les moyens. Ainsi, à la veille de l'indépendance, les seigneurs Tutsi ont nié catégoriquement toute fraternité entre Hutu et Tutsi. Ils ont joint l'acte à la parole en procédant à des assassinats et à des exécutions sommaires des lea-

ders HUTU tels que KAJANGWE, SINDIBONA, KAMUZINZI, KAYUKU....

Ceux qui en réchappèrent ont conduit les masses populaires jusqu'à l'instauration de la République et de toutes les institutions démocratiques. Nous pouvons citer certains de ces héros dont les plus connus sont :

KAYIBANDA Grégoire,
BICAMUMPAKA Balthazar,
GITERA Joseph,
MUNYANGAJU Aloys,
MBONYUMUTWA Dominique.

Malgré la victoire sur l'alliance Tutsi, les BAHUTU n'ont pas versé dans l'extrémisme revanchard et ont encore une fois offert la collaboration fraternelle «aux vrais patriotes Tutsi», tel que cela ressort des Manifestes-Programmes du Parti PARMEHUTU.

Mais cette offre a été elle aussi rejetée par les seigneurs Tutsi qui n'ont pas tardé à s'exiler en masse avec leurs congénères suite à leur défaite lors des élections communales de juillet 1960 et à la proclamation de la République le 28 janvier 1961, confirmée par le référendum du 25 septembre 1961. C'est de l'exil qu'ils ont décidé d'organiser la reconquête du pouvoir par la force. Heureusement, ils ont été défaits en 1967 toujours grâce à l'unité de la majorité populaire.

L'offre suivante de collaboration fraternelle fut avancée par le Président Grégoire KAYIBANDA qui les invita à plusieurs reprises à revenir au pays pour contribuer à son développement. Mais nous savons ce qui est arrivé. La deuxième République a renouvelé l'offre de bonne volonté et est même allée trop loin en favorisant le déséquilibre ethnique en faveur des Tutsi pour les intéresser à plus de collaboration fraternelle avec les Hutu. Mais nous savons que cela a abouti plutôt à la guerre d'octobre 1990 et aux trahisures que l'on connaît le CDR OFFRE A SON TOUR LA COLLABORATION avec les TUTSI mais non point sur la base de la fraternité que ceux-ci ne reconnaissent pas mais sur la base de la reconnaissance et du respect mutuels dans la coexistence pacifique.

Excellences, Distingués invités,

Chers membres du CDR,

Avant de terminer, je voudrais m'exprimer en quelques mots sur les trois grands sujets qui, actuellement, agitent le monde politique rwandais. Il s'agit de la guerre, de l'opportunité d'une conférence nationale et souveraine et de la mise en place d'un Gouvernement de transition à base élargie.

Pour ce qui est de la guerre, au CDR nous estimons que ladite guerre nous a été imposée injustement par MUSEVENI, Président de l'UGANDA et ses acolytes les INKOTANYI. Nous en appelons à toutes les forces éprises de paix et de justice de nous aider à trouver une solution à ce drame rwandais et d'agir le plus vite possible pour mettre fin à cette tragédie.

Le CDR croit néanmoins que la guerre ne prendra fin définitivement que si les causes qui l'ont provoquée auront trouvé des solutions satisfaisantes. Parmi ces multiples causes, nous pouvons citer :

- L'esprit d'hégémonie arrogante des extrémistes Tutsi qui croient que le pouvoir au Rwanda leur revient du droit divin et par conséquent que toute détention de celui-ci par un Hutu est anormal;
- Le fait que la révolution sociale de 1959 n'a pas été menée jusqu'au bout pour asseoir réellement le pouvoir des masses populaires et rendre impossible le retour de la féodalité et de la monarchie;
- L'échec de la politique de rapatriement des réfugiés initiée par le Président KAYIBANDA suite au refus injustifié des exilés Tutsi qui ont opposé une fin de non recevoir à cette politique;
- L'échec de la politique d'Unité nationale pratiquée par la 2^{me} République, politique dont les Tutsi ont plutôt profité pour accaparer 80% du commerce national alors qu'ils ne représentent que 10% de la population,
- La trahison des Tutsi favorisés par la deuxième République et le manque de vigilance de la part des

autorités;

— Le manque de démocratie réelle, ce qui a permis à certains dirigeants d'abuser de leur autorité en maltraitant les masses populaires en général et les HUTU en particulier.

A ces causes, le CDR oppose l'unité de la majorité populaire, la coexistence pacifique entre les trois différentes ethnies et l'établissement d'une vraie démocratie. Au Rwanda, personne ne doit plus compter sur un pouvoir établi par la force ou la ruse. Tout pouvoir doit émaner des élections libres dont le verdict doit être accepté par tous.

Pour le CDR, la fin de la présente guerre est conditionnée par la réalisation de l'unité de la majorité populaire, la neutralisation des traîtres et autres agents de l'ennemi et la mise en application des principes d'une démocratie réelle. C'est donc dire que le CDR doute de l'efficacité des négociations avec les personnes qui ne cherchent rien d'autre que le pouvoir par la force et la violence et qui sont appuyés par un pays dont le Président ne cache pas ses ambitions d'établir son hégémonie sur ses voisins.

S'agissant de la conférence nationale et souveraine, le CDR ne voit pas d'inconvénient à ce qu'un débat national ait lieu sur ce sujet. Toute fois si ce débat aboutissait à la décision de tenir cette conférence, le CDR estime que celle-ci ne doit avoir lieu qu'après la fin de la guerre car sa tenue pendant la guerre serait suicidaire pour la majorité populaire. En effet, l'expérience a montré que la première action d'une conférence nationale et souveraine est de détruire les institutions nationales établies y compris l'institution militaire. C'est ensuite de neutraliser toute prise de décision même aux échelons inférieurs de l'administration. Dès lors, comment gagner une guerre en détruisant l'institution qui la mène et en neutralisant les décisions de ceux qui se battent sur le terrain? A moins de vouloir une défaite, autrement aucun vrai patriote, aucun démocrate digne de ce nom ne devrait penser à ce genre de conférence pendant la guerre. Ceux qui la réclament à cor et à cri avant la fin de cette guerre ne sont rien d'autres

que des traîtres ou des agents de l'ennemi.

La Conférence Nationale serait du reste le moyen le plus facile pour nos agresseurs, qui ont d'ailleurs été les premiers à la réclamer, d'accéder au pouvoir sans passer par les élections qu'ils sont sûrs de perdre comme ils ont perdu la guerre par laquelle ils comptent se saisir de toute les rênes de ce pouvoir.

Par contre, la mise en place d'un Gouvernement de transition élargi à plusieurs partis contribuerait à renforcer les institutions qui sont à la base de la lutte contre l'ennemi. Le CDR est intimement convaincu, qu'aucun parti politique créé ne devrait être empêché a priori de faire partie du gouvernement de transition.

Cependant, le CDR estime que les partis politiques qui collaborent avec l'ennemi ne devraient pas participer au gouvernement pendant que la guerre fait encore rage.

Excellences, Distingués invités,

Chers membres du CDR,

J'ai brossé en quelques mots l'essence idéologique du CDR. J'ai évoqué brièvement les principes de base de notre politique. C'est sur ces fondements que nous comptons bâtir la base économique de nos institutions démocratiques et républicaines où TUTSI, HUTU et TWA, chacun apporte, dans la diversité et la paix, sa pierre et son savoir-faire. Je n'ai fait que survoler certaines de nos objectifs et de nos ambitions, nous avons l'intention de vous les expliquer longuement dans nos rencontres ultérieures et lors des meetings que nous allons bientôt organiser. Sachez seulement que la lutte du CDR sera pacifique. Elle est basée sur l'unité de la majorité populaire pour la défense de ses intérêts par les voies purement démocratiques.

N'écoutez donc point les voies mielleuses, fielleuses et trompeuses de nos détracteurs, venez plutôt écouter la voix autorisée du CDR lors de nos prochains meetings, vous connaîtrez toute la vérité sur notre parti et sur l'histoire millénaire de notre peuple.

Je vous remercie.